

### I.3.2. Forme de notifications des documents et informations

Conformément à l'article 3.1 du CCAG travaux, la notification des documents ou informations qui font courir un délai est réalisée par échanges dématérialisés avec accusé réception (messagerie électronique).

Toutes les autres notifications de documents et informations (ne faisant pas courir de délai) émanant du représentant du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre (notamment les ordres de service) seront également transmises au titulaire par échanges dématérialisés.

Le titulaire du présent marché est tenu de fournir dès la notification du présent marché :

- une **adresse électronique accessible en permanence** par la personne désignée dans l'acte d'engagement et signataire du marché, agissant pour le compte du titulaire ;
- éventuellement une autre adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée par l'entreprise et responsable du suivi des travaux, objet du présent marché.

Les modalités détaillées relatives aux formes à adopter pour les correspondances dématérialisées (règles de message, ...) sont arrêtées par le maître d'œuvre au plus tard lors de la période de préparation.

**Le titulaire du marché est tenu d'accuser réception de chaque mail dans les vingt-quatre heures** (si jour ouvrable) de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé, férié est réalisé lors du premier jour ouvrable suivant.

**Important** : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service sans réserves : **le titulaire dispose de quinze jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messagerie électronique), par la poste en recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé.**

Les dispositions relatives aux échanges dématérialisés peuvent être modifiées ou complétées par ordre de service ou par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

### I.4. Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'un allotissement en 4 lots :

<b>Lots</b>
LOT 1 : Démolition –gros-œuvre et divers
LOT 2 : Voirie et Réseaux divers (VRD)
LOT 3 : Chambre froide - Cloisonnement thermique – Electricité – Plomberie
LOT 4 : Charpente - Couverture

## II.1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG travaux, l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché est le suivant :

- les actes d'engagement et leurs annexes,
- les décompositions de prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières – dispositions générales (CCTP) ;
- les cahiers des clauses techniques particulières, un par lot ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) ;
- le mémoire technique remis par le candidat ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

## **II.2. OBLIGATION DE RESULTAT**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. L'obligation de résultat est définie par le présent document et par les pièces générales du marché. Le titulaire exécute comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages dans les chapitres afférant du CCTP, et dans le respect de l'obligation de résultat.

## **III. MODALITE DU REGLEMENT**

### **III.1. Prix**

Les prix sont révisables. Les prix remis par les soumissionnaires sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des travaux.

#### **III.1.1. Montant du marché**

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire.

#### **III.1.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation (RC).

Ce mois est appelé " mois zéro ".

#### **III.1.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index désigné ci-après :

<b>LOTS</b>	<b>Index</b>	<b>Définition</b>
Lot 1	BT01 base 2010	Tous corps d'état - 001710986
Lot 2	BT02 base 2010	Terrassements - 001710950
Lot 3	BT47 base 2010	Electricité - 001710979
Lot 4	BT07 base 2010	Ossature et charpentes métalliques - Identifiant 001710953

Publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site <https://www.insee.fr>

#### **III.1.4. Modalités de variation des prix révisables**

Le coefficient de variation  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte du mois  $n$  est donné par la formule :  $C_n = 0,15 + 0,85 (I_n/I_0)$  dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les dernières valeurs définitives connues à la date de révision par l'index de référence  $I$  du marché respectivement au mois zéro et au mois  $n$ .

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante :  $P_N \times (I_0/I_n)$  dans laquelle,  $I_0$  et  $I_n$  représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau ( $P_N$ ).

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG TVX, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des travaux ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision est trimestrielle.

#### **III.1.5. Application de l'octroi de mer - Droit additionnel à l'octroi de mer**

Le marché étant conclu « toutes taxes comprises », les montants des acomptes et du solde sont calculés avec les prix du marché comprenant l'ensemble des charges fiscales dont l'octroi de mer.

## **IV. DELAIS ET PENALITES**

**Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ne bénéficiera d'aucune exonération de pénalités de retard sans demande écrite de sa part.

### **IV.1. Notification des délais**

La notification des délais sera réalisée par ordre de service.

### **IV.2. Délai d'exécution**

Les travaux seront exécutés dans les délais suivants :

Lot 1 : 9 mois dont 6 mois de période de préparation (PP incluse) ;

Lot 2 : 11 mois dont 6 mois de période de préparation (PP incluse) ;

Lot 3 : 15 mois dont 6 mois de période de préparation (PP incluse) ;

Lot 4 : 11 mois dont 9 mois de période de préparation (PP incluse).

Les éventuelles prolongations de délais sont organisées selon les stipulations de l'article 18.2 du CCAG travaux.

Elles seront établies par une décision du RPA ou par un avenant transmis par PLACE.

### **IV.3. Pénalités**

#### **IV.3.1 Travail dissimulé**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Tout sous-traitant doit être déclaré et agréé préalablement à son intervention auprès de la personne responsable du marché, via un acte spécial.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 2 500 €/personne irrégulière, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Dans le cas où il s'avèrerait que la sous-traitance occulte relève d'une initiative d'un sous-traitant (sous-traitance indirecte non déclarée), le titulaire du présent marché sera tenu de résilier le sous-traité et d'exclure le sous-traitant ayant introduit sur le chantier de façon illicite l'entreprise occulte.

En conséquence, le titulaire sera tenu d'inclure dans l'acte spécial de chacun des sous-traitants qu'il proposera une clause relative à la résiliation du sous-traité et à de l'acte spécial dans le cas où le sous-traitant serait responsable d'une intervention d'une entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

#### **IV.3.2. Retard dans l'exécution des travaux**

**Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux**, les pénalités de retard pourront excéder 10% du montant total du marché.

**Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux**, en cas de non-respect du délai d'exécution, les pénalités seront de 1/500<sup>ième</sup> du montant du marché par jour de retard.

#### IV.3.3 Retard dans la remise de documents

Le montant HT par jour de retard s'élève à 200 € HT.

#### IV.3.4. Rendez-vous de chantier et convocation

Les réunions de chantier se feront sur convocation du maître d'œuvre. Le compte-rendu de chaque réunion de chantier est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante. Les rendez-vous de chantier sont obligatoires pour le titulaire.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 300 euros HT. La pénalité appliquée fait l'objet d'une notification par ordre de service par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à une convocation SPS le titulaire encourt une pénalité fixée à 300 euros HT. La pénalité appliquée fait l'objet d'une notification par ordre de service par le maître d'œuvre.

#### IV.3.5. Autres pénalités

##### **DOE :**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG Travaux, une retenue provisoire sera opérée sur le dernier décompte mensuel dont le montant est fixé à :

- Lot 1 : Démolition –gros-œuvre et divers : 11 000 €
- Lot 2 : Voirie et Réseaux Divers : 5 000 €
- Lot 3 : Chambre froide - Cloisonnement thermique – CFA/CFO – Plomberie : 17 000 €
- Lot 4 : Charpente / Couverture : 10 000€

##### **EPI :**

Le montant HT par infraction s'élève à 150 €.

##### **Tri des déchets :**

Le montant HT par infraction s'élève à 500 €.

### **V. EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **V.1. Sécurité et hygiène des chantiers**

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19/05/2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.